

Quand la Préfecture de police de Paris se mêle de protéger la dignité humaine

6 h du matin, un foyer envahi, humilié, maltraité, raflé Racisme d'Etat, coup politique sur le dos des travailleurs immigrés NE LAISSONS PAS PASSER

Mardi 12 février 2008, 6 h du matin, quartier entièrement bouclé, 400 policiers envahissent le foyer des travailleurs immigrés 43 rue Terres au Curé à Paris 13^{ème} : la violence est inouïe, les policiers cassent les portes, réveillent brutalement les résidents, les bousculent, confisquent des sommes importantes de tontines, exigent tous les papiers et embarquent PLUS DE 100 PERSONNES. Ils ont même enlevé le gérant et saisi des documents dans son bureau !

Où est la loi ? Où est la légalité ? Où est le sacro-saint respect de la vie privée ?
Sans doute uniquement pour les puissants de ce monde.

La Préfecture de Police de Paris répond que les conditions dans ce foyer sont « contraires à la dignité humaine », qu'il s'agit de contrôler « les conditions d'hébergement », car il y a des « personnes dépendantes dans des conditions incompatibles avec la dignité humaine », qu'il y a utilisation « de faux documents administratifs et usage et aide au séjour irrégulier », qu'il y a des « filières de logeurs hébergeant à prix fort ... dans des conditions insalubres." et que cette "situation présente des risques très importants en matière de sécurité des bâtiments, de salubrité et d'hygiène alimentaire : délabrement accéléré du bâtiment, présence d'insectes et rongeurs, encombrement des accès de secours, risques d'incendie, malgré divers travaux entrepris par l'organisme gestionnaire".

IL EST EVIDENT QUE LA PRESENCE DES INSECTES ET RONGEURS NECESSITAIT UN TEL DEPLOIEMEN POLICIER ET UNE TELLE VIOLENCE !!

IL EST EVIDENT QUE LA VIOLENCE POLICIERE ET LES NOUVEAUX CHARTERS DE JEUNES TRAVAILLEURS SANS-PAPIERS QUI VONT SUIVRE RELEVANT DE LA DIGNITE HUMAINE !!

Et la Préfecture de police - sans rire - explique que "l'action engagée vise à redonner aux exploitants de ces foyers de travailleurs la pleine maîtrise de leur gestion, et de restaurer leur capacité à mettre en oeuvre les travaux et rénovations nécessaires ...et à ...garantir aux occupants légitimes des conditions de logement leur assurant la sécurité. »

Elle cite même ses propres services vétérinaires alors que ces mêmes services ont accepté de laisser la cuisine collective ouverte et ont poussé les délégués à mettre aux normes la dite

Cette violence et cette rafle manifeste en réalité une volonté évidente de criminalisation des foyers de travailleurs immigrés parisiens aux yeux de l'opinion.

Si on utilise un marteau pour frapper une mouche, c'est que la cible est ailleurs.

LE COLLECTIF POUR L'AVENIR DES FOYERS (Copaf) craint que le but de l'opération ne soit qu'une grande opération de communication visant à déstabiliser les processus de rénovation des foyers en cours, visant à stigmatiser toutes les personnes et groupes y vivant et y participant, visant à salir les foyers aux yeux de l'opinion et du quartier, visant à les désigner comme des lieux de trafic.

Sauf qu'aujourd'hui, ce sont les forces de l'ordre qui servent de figurants dans un minable et révoltant exemple de la politique spectacle.

La riposte a été immédiate et dès mardi après-midi, plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées pour protester contre ce mauvais coup.

Oui, des sans papiers sont hébergés dans les foyers. Oui, la solidarité entre membres d'une même famille, d'un même village et d'un même quartier existent. Heureusement d'ailleurs.

LE COPAF APPELLE TOUTES ET TOUS A SE MOBILISER :

- pour le respect des droits des résidents des foyers, le respect de leur espace privatif, de leur vie privée ;
- contre la chasse aux sans-papiers et pour leur régularisation ;
- contre la criminalisation de la solidarité avec les sans-papiers, victimes de la guerre inique de pillage et d'appauvrissement que les pays industriels mènent depuis la colonisation contre les pays du sud ;
- pour un travail de concertation entre les délégués des résidents et le gestionnaire, le propriétaire et la municipalité à propos de tous les problèmes rencontrés dans les foyers ;
- contre la scélératesse politique anti-immigrés du gouvernement Sarkozy

Nous appelons toutes les associations et organisations à poursuivre la discussion avec les délégués et les résidents pour trouver une riposte à la mesure de cette provocation policière nauséabonde qui rappelle les moments les plus honteux de l'histoire de ce pays.

Le Copaf

Adeline Gonin 06 87 61 29 77, Michael Hoare 06 75 01 30 49

Fixe : 01 46 06 09 69

Le 12/08/02